



Monsieur Laurent FABIUS
Ministre des Affaires Etrangères
37, Quai d'Orsay
75007 PARIS

Nanterre, le 28 mai 2013

Monsieur le Ministre,

Le 29 mai 2005, le peuple français rejetait par 54,68% des suffrages exprimés le projet de constitution européenne. Vous, moi et quelques autres, par les campagnes que nous avons alors menées, avons contribué à ce net refus. Malgré les moyens considérables de nos adversaires, nous avons été entendus par les Français qui ont rejeté l'Europe ultralibérale et fédérale.

Depuis, violant cette volonté populaire pourtant clairement exprimée, l'ancien président de la République, Nicolas Sarkozy, avec la complicité de nombreux parlementaires UMP et PS, a imposé cette constitution sous la forme du Traité de Lisbonne. Le 4 février 2008, lors du congrès convoqué à ce sujet, vous vous êtes, en toute logique, prononcé contre ce texte.

Devant la crise de la monnaie unique, qui se prolonge en s'aggravant sans cesse, l'actuel président de la République vient de proposer une nouvelle fuite en avant, qui prendrait la forme d'un « gouvernement économique de la zone euro ». Une telle structure, sans régler les causes fondamentales de la crise qui frappe le continent, déposséderait le peuple français de tout contrôle véritable sur le budget de la nation, alors même que nous avons déjà perdu notre souveraineté monétaire. Or, comme nous le savons tous, il s'agit-là de l'essence même de la démocratie. Un tel projet, si contraire à notre République, devrait pour le moins faire l'objet d'un référendum.

Aussi, dans le respect de nos profondes différences, l'esprit de nos combats communs menés en 2005 pour la souveraineté de la France et le refus de l'Europe ultralibérale nous commande aujourd'hui d'unir nos forces. Sauf à ce que vous nous indiquiez que vous avez pour votre part définitivement renoncé au combat de 2005, nous devons notamment nous assurer que le peuple français ne sera pas, une fois de plus, écarté d'une décision qui le concerne directement.

Pour ce qui est du mouvement que je préside, vous savez qu'au-delà de ces combats urgents, il plaide avec les patriotes de France et ceux des autres pays pour une Europe des nations libres, loin des chimères idéologiques et conformément aux aspirations populaires.

La proposition que j'ai faite il y a quelques semaines, consistant à négocier avec nos partenaires européens une réorientation fondamentale et positive de l'Europe sur quelques points essentiels (démantèlement organisé de l'euro, possibilité d'un protectionnisme national, fin de Schengen et suprématie du droit national sur le droit européen), et à soumettre par référendum aux Français en début d'année 2014 le résultat de ces négociations, me semble aller plus que jamais dans le sens de l'intérêt national.

Voulant croire à la sincérité de vos engagements passés, et n'ayant obtenu de réponse du président de la République concernant l'organisation d'un référendum sur l'Union européenne, je souhaite, Monsieur le Ministre, pouvoir m'entretenir avec vous de l'intérêt que vous portez à cette réorientation fondamentale de l'Europe et à cette nécessaire consultation du peuple français.

Je me place ainsi en cohérence avec le combat essentiel que vous avez aussi mené en 2005 et en 2008 contre la constitution européenne et pour la liberté du peuple français, si tant est que vous ne l'ayez pas oublié.

En espérant donc vous rencontrer, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Marine Le Pen

Député français au parlement européen

Présidente du Front National